

TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS

Title	Funding Code	Type of engagement	Duty Station:
Recrutement d'un/e consultant/e International/e chargé(e) de réaliser une étude diagnostique sur l'éducation alternative et le fonctionnement du programme de rattrapage scolaire en RDC	NON-GRANT 0990/A0/07/004/002 /004	<input checked="" type="checkbox"/> Consultant <input type="checkbox"/> Individual Contractor	Kinshasa
<p>Purpose of Activity/Assignment:</p> <p>L'Education Alternative regroupe l'ensemble des approches pédagogiques qui diffèrent de celles du système formel d'éducation. Ces approches priorisent des environnements d'apprentissage structurés différemment que ceux du parcours régulier. Il peut s'agir d'écoles indépendantes, de programmes accélérés, d'apprentissage à la maison, etc. L'Education Alternative vient en réponse au système éducatif standardisé pour adresser les aspects qui ont rapport avec l'individualité, le développement personnel, les styles d'apprentissage et l'équilibre émotionnel de l'apprenant. Dans de nombreux pays, le droit légal de fournir des alternatives éducatives s'est établi parallèlement à un devoir d'éducation pour les enfants d'âge scolaire. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre où beaucoup d'enfants sont non scolarisés (plus du tiers des enfants non scolarisés dans le monde), des programmes d'éducation alternative sont développés dans le but de promouvoir la scolarisation et/ou la rescolarisation à partir d'un système d'éducation non formel.</p> <p>En République Démocratique du Congo, malgré les avancées significatives vers l'accès universel à l'enseignement primaire au cours de ces dernières décennies, de nombreux enfants en âge scolaire sont en dehors de l'école. 28% des enfants de 5-17 ans, soit environ 6 millions d'enfants, sont en dehors du système éducatif (MICS, 2018), et sont exposés à des facteurs de vulnérabilité qui affectent leur épanouissement et leur développement intégral. La non-scolarisation et la déscolarisation entraînent l'enrôlement de ces enfants dans des groupes armés, la délinquance, l'exposition aux abus sexuels, les grossesses non désirées et les mariages précoces. Selon les données disponibles, 29% des filles en RDC sont mariées ou en union avant l'âge de 18 ans, limitant ainsi leur chance de poursuivre leur cursus scolaire.</p> <p>Dans ce contexte, l'UNICEF appuie le gouvernement dans ses efforts pour la diversification des opportunités d'apprentissage en vue de réduire le nombre d'enfants hors de l'école, la mise en place de perspectives durables qui visent le développement des compétences de base en littératie et des compétences de vie courante au bénéfice des jeunes et adolescents vulnérables.</p> <p>En collaboration avec différents partenaires, et sous le lead du Ministère de la Formation Professionnelle Arts et Métiers (MFPAM), l'UNICEF participe à un processus d'élaboration d'une stratégie pour la formation professionnelle. L'UNICEF supporte également le Ministère délégué aux personnes handicapés et le Ministère de l'Education dans la conception d'une stratégie pour l'éducation inclusive.</p> <p>Le Ministère des Affaires Sociales et des Affaires Humanitaires (MASAH) a la charge de l'éducation non formelle en RDC. Le paquet d'intervention comprend le Programme de Rattrapage Scolaire (PNRS), l'alphabétisation des adultes et la formation des jeunes aux métiers. En 2021, l'UNICEF a appuyé le MASAH dans la révision du Programme National de Rattrapage Scolaire (PNRS) et la production d'outils de formation des éducateurs.</p> <p>Mais les capacités d'appui de l'UNICEF se heurtent à un manque crucial d'informations actualisées sur le fonctionnement des différents axes de l'éducation non formelle, plus précisément, le Programme National de Rattrapage scolaire et les cycles courts de formation aux métiers.</p> <p>La présente démarche consiste à réaliser une étude diagnostique de l'Education Alternative en RDC en vue d'identifier les actions qui sont menées, les acteurs qui interviennent, les programmes en cours et leur mode de fonctionnement. Plus particulièrement, un focus sera porté sur le Programme National de Rattrapage Scolaire (PNRS) qui représente la principale réponse adressée par les autorités de la RDC en vue d'assurer la scolarisation et/ou la rescolarisation des enfants hors de l'école.</p>			

Scope of Work :

L'objectif principal de l'étude diagnostique est de :

Rendre disponible des données actualisées sur l'Education Alternative en RDC et plus particulièrement sur le fonctionnement du Programme National de Rattrapage Scolaire (PNRS).

De manière plus spécifique, l'étude diagnostique nous permettra de :

1. Présenter la situation actuelle des systèmes d'éducation non formelle dans les pays de la région Ouest et Centre de l'Afrique

Identifier les programmes conçus et mis en œuvre dans la région Ouest et Centre Afrique en vue de récupérer les enfants de 9 à 18 ans qui sont en dehors de l'école ;

Donner une brève appréciation sur la manière dont ces programmes sont gérés.

2. Repérer les opportunités d'éducation alternative en RDC :

Présenter la situation du système d'éducation non formelle ;

Présenter une cartographie des initiatives prises et des acteurs qui interviennent dans le domaine de l'éducation non formelle en RDC ;

3. Rendre compte du fonctionnement du Programme National de Rattrapage Scolaire (PNRS) :

3.1 Présenter une cartographie des Centres de Rattrapage Scolaire (CRS) publics et privés.

- Combien de CRS existe-t-il en RDC ?
- Quels sont les catégories de CRS ?
- Combien de CRS existe-t-il dans chaque catégorie ?
- Comment les CRS sont-ils repartis sur le territoire (par commune, ville, province)
- Quel type de logis abritent les CRS ?
- Combien de salles contient un CRS ?
- Comment est l'environnement physique : toilettes, direction, espace de jeu, mobiliers, équipements, matériels didactiques, luminosité, aération... ?

3.2 Fonctionnement administratif et pédagogique

- Quel est l'horaire de travail d'un CRS ?
- Quel est l'emploi du temps ?
- Combien d'enseignants y travaillent ?
- Comment est composé le personnel ?
- Quels ouvrages utilisent les enseignants ?
- Quels ouvrages utilisent les apprenants ?
- Quels contenus sont enseignés ?
- Quels sont les compétences visées ? Est-ce qu'on utilise un document uniforme de programme ? un référentiel de compétences ?
- Quelles méthodes d'enseignement sont priorisées ?
- Comment s'effectue l'évaluation des apprentissages ?
- Quelle est la durée du programme ? quels sont les niveaux ?
- Quel est le profil des enseignants ?
- Quelle est la tranche d'âge des apprenants ?
- Quels sont les caractéristiques des apprenants ?
- Comment se fait le recrutement ?

- Comment se fait la gestion administrative d'un CRS public, privé ?
- Comment le personnel est-il rémunéré ?

3.3 Pertinence/Efficacité

- Dans quelle mesure le PNRS répond aux objectifs fixés lors de sa mise en place ?
- Dans quelle mesure les activités mises en œuvre répondent-elles aux besoins spécifiques des bénéficiaires ?
- Dans quelle mesure les outils (ouvrages, cahiers d'exercices, guide du maître...) permettent de garantir l'apprentissage des enfants ?
- Dans quelle mesure les stratégies de mise en œuvre du programme de rattrapage scolaire ont permis la réintégration des enfants de 9-14 ans à réintégrer le système scolaire ?
- Quels sont les taux de réussite et d'échec au TENAFEP ?
- Quels risques sont associés à la réalisation des objectifs assignés au programme de rattrapage scolaire ? Ces risques sont-ils correctement gérés ?
- La mise en œuvre du programme de rattrapage a-t-elle influencé la perception des parents, des bénéficiaires et des communautés sur l'accès à l'éducation ? Si oui, en préciser les preuves.

4. Fournir des recommandations stratégiques et opérationnelles

Identifier les bonnes pratiques et les contraintes dans la conception et la mise en œuvre des différents programmes d'éducation non formelle ;

Fournir des recommandations destinées aux ministères concernés, aux acteurs du sous-secteur et à l'UNICEF.

Pistes d'orientation méthodologique

Le choix méthodologique pour cette étude s'oriente vers une perspective mixte, c'est-à-dire qui intègre à la fois des éléments de la recherche qualitative et quantitative. L'enquête de terrain sera réalisée dans un ensemble de provinces représentatives du phénomène d'enfants en dehors de l'école, tout en faisant ressortir les composantes urbain/rural, public/privé, les caractéristiques spécifiques des zones, les types de vulnérabilité des enfants...

Les données seront recueillies dans les provinces ciblées à partir d'enquêtes quantitatives (questionnaires) et qualitatives (entrevue semi-dirigée) auprès des différents acteurs. Etant donné que les CRS dépendent du Ministère des Affaires Sociales, les structures déconcentrées de ce ministère, en l'occurrence les DIVAS, les centres de promotion sociale seront sollicités ainsi que les enseignants, les enfants, les parents, les autorités locales, les leaders communautaires, les notables concernés par la thématique.

Les agents de l'administration au niveau du système éducatif formel provincial (PROVED), sous provincial (sous PROVED), central du MEPST seront également invités à collaborer à la collecte des données. Les responsables au niveau du MASAH central prendront part à l'étude à plusieurs niveaux, comme informateur, orienteur à différents moments de l'étude. Les partenaires techniques et financiers, les partenaires humanitaires, membres de clusters, ONG locales internationales, les agences des Nations Unies intervenant dans l'humanitaire et en éducation représentent des sources d'informations non négligeables.

Child Safeguarding

Is this project/assignment considered as "[Elevated Risk Role](#)" from a child safeguarding perspective?

☒ YES ☐ NO If YES, check all that apply:

Direct contact role ☒ YES ☐ NO

If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:

3 months

Child data role ☒ YES ☐ NO

If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):

3 months

More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](#) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](#)

Budget Year: 2022	Requesting Section/Issuing Office: Education/Kinshasa	Reasons why consultancy cannot be done by staff: <i>La présente consultation exige des compétences spécifiques et des expériences en lien avec des champs d'études comme la méthodologie de la recherche, la revue de littérature et l'analyse des données collectées en vue de la production d'un rapport. Le consultant aura à engager des discussions avec les autorités étatiques, les acteurs qui travaillent sur la thématique à différents niveaux. Cela nécessite un engagement dédié qu'un staff UNICEF ne pourra pas combiner avec l'exécution de ses tâches régulières.</i>
-----------------------------	---	--

Included in Annual/Rolling Workplan: ☒ Yes ☐ No, please justify:

Consultant sourcing: <input type="checkbox"/> National <input checked="" type="checkbox"/> International <input type="checkbox"/> Both Consultant selection method: <input type="checkbox"/> Competitive Selection (Roster) <input checked="" type="checkbox"/> Competitive Selection (Advertisement/Desk Review/Interview)	Request for: <input checked="" type="checkbox"/> New SSA <input type="checkbox"/> Extension/ Amendment
---	---

If Extension, Justification for extension:

Supervisor: Helena Murseli, Chef de section éducation	Start Date: 15 juillet 2022	End Date: 15 janvier 2023	Number of Days (working) 120 jours
---	---------------------------------------	-------------------------------------	--

Work Assignment Overview			
Tasks/Milestone:	Deliverables/Outputs:	Timeline	Estimate Budget
<p>Élaborer un rapport initial et un plan de travail (environ 20 pages).</p> <p>Le rapport sera articulé en cinq composantes principales : i) Une revue documentaire ; ii) La compréhension du mandat et l'approche méthodologique ; iii) Un plan de travail incluant un chronogramme d'exécution ; iv) Les questions détaillées de l'analyse en rapport avec chaque rubrique du « scope of work » ; v) Une structure annotée du rapport final.</p>	<u>Rapport initial</u>		
<p>Le rapport devra contenir les données collectées et traitées à partir de l'enquête de terrain, une synthèse des données recueillies, les recommandations initiales, la copie des outils utilisés</p> <p>Un check list sera rédigé avec les commentaires à prendre en compte</p>	<u>Rapport préliminaire de l'étude</u>		
<p>Le rapport sera distribué aux parties prenantes (Ministères concernés, ONGs et autres instances) afin de recueillir leurs réactions. Le rapport préliminaire et les conclusions doivent être approuvés par les parties prenantes lors d'un atelier de validation à Kinshasa, pour lequel une présentation PowerPoint succincte sera préparée.</p> <p>Un check list sera rédigé avec les commentaires à prendre en compte</p>	<u>Atelier de validation du rapport de l'étude -</u>		
<p>Le rapport final doit contenir les conclusions, les recommandations stratégiques et opérationnelles. Les recommandations techniques seront traduites dans un plan d'action visant la réduction du nombre d'enfants hors de l'école en RDC qui inclut : (i) Une stratégie d'intervention avec des indicateurs et des résultats, ii) des activités à mettre en œuvre, (iii) un cadre de suivi des indicateurs et des résultats, et (iv) la redevabilité des acteurs identifiées.</p> <p>Le rapport, y compris le plan d'action, doit compter environ 40 pages, y compris un résumé et les annexes. Le rapport final doit également être présenté sous forme de diapositives PowerPoint</p>	<u>Rapport final de l'étude</u>		

lors d'un atelier de validation finale avec toutes les parties prenantes.				
Estimated Consultancy fee				
Travel International (if applicable)				
Travel Local (please include travel plan)				
DSA (if applicable)				
Total estimated consultancy costsⁱ				
Minimum Qualifications required: <input type="checkbox"/> Bachelors <input checked="" type="checkbox"/> Masters <input type="checkbox"/> PhD <input type="checkbox"/> Other Enter Disciplines Master ou doctorat en sciences de l'éducation ou en sciences sociales (psychologie de l'enfant, sociologie ou autres domaines connexes), politique publique ou en développement international.		Knowledge/Expertise/Skills required: Compétences <ul style="list-style-type: none"> ➤ Connaissance avérée des questions liées aux systèmes d'éducation non formelle, la prise en charge des enfants vulnérables ; ➤ Connaissance du système éducatif de la RDC ; ➤ Solides compétences analytiques dans la conception et l'évaluation des politiques publiques et des programmes d'éducation ; ➤ Excellentes compétences interpersonnelles, de facilitation et de communication ; ➤ Excellente connaissance en Français écrit et parlé ; ➤ Flexibilité et capacité d'adaptation aux changements et aux conditions de travail dans les contextes de crise humanitaire ; ➤ Parfaite maîtrise de la suite Microsoft Office (Word, Excel et Power Point). Expérience <ul style="list-style-type: none"> ➤ Au moins 8 ans d'expériences dans le domaine de l'éducation, de la recherche, notamment en ce qui concerne la compréhension du changement social, la mise en place des politiques publiques d'éducation ; ➤ Une expérience des systèmes éducatifs des pays en développement, particulièrement dans un ou plusieurs pays d'Afrique centrale ou de l'Ouest est fortement souhaitée ; ➤ Expérience avérée de la rédaction de rapport et de recommandations en vue d'un plan d'actions au niveau politique et opérationnel. 		
Administrative details: Visa assistance required: <input type="checkbox"/> Transportation arranged by the office: <input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/> Home Based <input checked="" type="checkbox"/> Office Based: If office based, seating arrangement identified: <input checked="" type="checkbox"/> IT and Communication equipment required: <input checked="" type="checkbox"/> Internet access required: <input checked="" type="checkbox"/>		
Request Authorised by Section Head		Request Verified by HR:		

Approval of Deputy Representative Operations (if Operations) / Approval of Deputy Representative Programme (if Program)

Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)

ⁱ Costs indicated are estimated. Final rate shall follow the “best value for money” principle, i.e., achieving the desired outcome at the lowest possible fee. Consultants will be asked to stipulate all-inclusive fees, including lump sum travel and subsistence costs, as applicable.

Payment of professional fees will be based on submission of agreed deliverables. UNICEF reserves the right to withhold payment in case the deliverables submitted are not up to the required standard or in case of delays in submitting the deliverables on the part of the consultant